

NOTE DE SYNTHÈSE DES ANALYSES DES CONFLITS DANS LES TERRITOIRES DE BENI ET DE LUBERO

Introduction

Cette note sur le contexte conflictuel des territoires de Beni et de Lubero est un condensé synthétique des principales analyses des conflits et rapports écrits sur la zone (voir annexe). Ce document s'articule autour des quatre dimensions des conflits, à savoir: le profil, les causes, les acteurs et les dynamiques des conflits.

I. Profil

Dans les zones de Beni et Lubero, appelées aussi Grand Nord, pullulent des conflits multidimensionnels, qui tournent principalement autour du contrôle des ressources naturelles, notamment du foncier.¹ Ces deux zones sont peuplées de plusieurs ethnies notamment les Nandes, les pygmées, les Mbubas, et les Bapakombes en territoire de Beni, et les Batangis, les Bamates, les Hutus, les Tutsis, les Kobos, les pygmées (encore appelés Mbuti) et les Perés du secteur des Baperes en territoire de Lubero.² En territoire de Beni, ce conflit foncier oppose essentiellement les Bapakombes aux Bambuba-Kisikis, alors qu'à Lubero ce sont les Nandes qui sont opposés aux Hutus et Tutsis autour de ce même enjeu. Ces conflits fonciers sont intimement liés au pouvoir et à l'identité³. Il existe également un conflit entre les chefs coutumiers (Nandes et Mbubas) et la Mairie, autour des terres coutumières gérées par la Mairie. Dans le territoire de Beni, des conflits communément qualifiés d'identitaires, opposent les Nandes du Nord aux Nandes du Sud, et sont essentiellement intra ethniques. Ces conflits opposent les deux clans pour des questions d'autochtonie et d'allochtonie alors qu'à Lubero, les Nandes sont opposés aux Hutus et Tutsis pour des raisons de leadership. En effet, la représentation des communautés dans les espaces de prise de décision, essentiellement sur la scène politique et économique, est un élément fondamental causant les divisions. Ces conflits sont donc principalement axés sur le contrôle des ressources naturelles (minerais, cacao, terres) et se manifestent par des compétitions de pouvoir. On trouve également les conflits de limites du Parc National des Virunga (PNVI) entre l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et les populations riveraines.

Du point de vue économique et social, les territoires de Beni et Lubero ont comme principales activités génératrices de revenus l'agriculture, le commerce et l'élevage du petit bétail et de la basse-cour ainsi que l'élevage du gros bétail mais dont l'expansion a été réduite en raison de l'insécurité persistante. L'on pratique aussi la culture vivrière, les cultures maraîchères, ainsi que la culture de rente dont le cacao, le

¹ Groupes armés et insécurité à Beni-Lubero : Dynamiques locales et régionales - Institut de Recherche en Droits de l'Homme (IRDH)

² Roger Kasereka Mwanawavene, Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : cas des territoires de Beni-Lubero.

³ Politique violente et commerce silencieux : Domenico Cristofaro, Luca Jourdan, Giovanni Salvaggio, Christoph Vogel et al.

Mars 2025

café et le palmier à huile.⁴ Une exploitation minière timide des minerais d'or, de coltan et cassitérite qui se heurte à la problématique des conflits fonciers est également pratiquée dans les deux territoires, alimentant des réseaux de contrebande minière entre les villes de Béni et Butembo. Ces conflits consécutifs aux ressources minières opposent le gouvernement congolais et les trafiquants (civils, militaires, militaires ayant fait défection au sein de l'armée, militaires actifs associés à des politiciens, entreprises privées et comptoirs locaux, etc.). Les mines d'or situées le long des rivières Lubero et Tanya suscitent de l'intérêt aussi bien au niveau provincial que régional, et ont été soumises à de nombreux changements de contrôle économique et militaire. Butembo, la capitale commerciale du territoire de Lubero principalement occupée par les Nandes, est un centre régional du commerce de l'or, du bois et des produits de détail. La ville entretient des relations plus étroites avec Kampala et Dubaï où ils s'approvisionnent, qu'avec Kinshasa⁵. En territoire de Beni, le développement du commerce est bloqué par les résurgences ponctuelles de l'activisme des ADF lors des saisons de récolte de cacao⁶.

Sur le plan socio-culturel, une mauvaise gestion du pouvoir coutumier est observée dans les deux territoires, qui se manifeste par le problème de succession, la marginalisation de certaines couches sociales, et le favoritisme tribal. Selon plusieurs études, il s'observe un antagonisme autour des ressources naturelles dans les deux territoires, une majorité de la population toutes communautés confondues, estimant que l'accès aux ressources n'est pas équitable pour tous. Cette situation, toujours selon plusieurs études, créerait une méfiance entre populations Nandes qui se disent originaires « autochtones » et Hutus-Tutsis, considérés comme non originaires « allochtones ». Néanmoins, selon une autre étude, ces antagonismes ne sont pas uniquement interethniques mais également intra ethniques, opposant dans le Lubero, les Nandes du Nord aux Nandes du Sud. Cette inégalité de répartition des ressources, notamment foncières où dominent les Nandes du Sud, est un facteur de conflits entre les communautés. La récente expansion du M23 vers ces deux territoires, la présence des ADF, de nombreux groupes armés et milices maï-maï et des trafiquants d'or sont les facteurs principaux de l'insécurité dans la zone de Beni –Lubero.⁷

II. Les causes des conflits

a. Les causes profondes

En ce qui concerne le foncier, la compétition pour la terre à Beni entre les Bapakombes et les Bambuba-Kisikis, et à Lubero, entre les Nandes et les Hutus et les Tutsis est une cause majeure contribuant à la violence et aux crises que connaissent les territoires de Beni et Lubero. Cette compétition touche de nombreux problèmes complexes liés à la coutume et à la migration, alimentant un climat de xénophobie. Les conflits fonciers se manifestent souvent par des dépossessions qui sont source de violence. La

⁴ Alphonse Bunze, Le monopole de dédouanement des produits pétroliers en rdc « enjeux et perspectives » cas des territoires de Beni Lubero

⁵ Domenico Cristofaro, Luca Jourdan, Giovanni Salvaggio et Christoph Vogel et alii, *Politique violente et commerce silencieux*, Lubero, Carrefour de la contrebande, la coutume et la rébellion au Nord-Kivu, GIC-SH, 2017, Série Insecure Livelihoods/Avril 2022.

⁶ Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2024/432) - Democratic Republic of the Congo | Relief Web

⁷ Domenico Cristofaro, Luca Jourdan, Giovanni Salvaggio et Christoph Vogel et alii ; Op cit p36

principale cause de cette insécurité foncière est le dualisme des textes gérant le secteur foncier, fruit de l'héritage colonial⁸. En milieu rural ce sont les chefs coutumiers qui distribuent et répartissent les terres arables entre les sujets. Or la loi foncière disqualifie la coutume en stipulant qu'une personne ne disposant pas de certificat d'enregistrement de terres n'est pas propriétaire. La dualité entre la coutume et la loi foncière, conjuguée à des rapports de force inégaux entre les grands propriétaires terriens et petits paysans, et le dysfonctionnement des services de cadastre sont les causes profondes de ces conflits.⁹ Notons également, le conflit de pouvoir dû à la terre entre la ville de Beni et les chefs coutumiers : on observe la résistance des chefs coutumiers face à l'extension de l'autorité administrative de la ville de Beni sur des groupements qui relèvent du pouvoir coutumier. Les terres rurales qui étaient jusque-là occupées par des agriculteurs en suivant la règle coutumière sont devenues des terres urbaines qui relèvent de la compétence du cadastre, ce qui conduit souvent à des ventes et occupations doubles des terres, alimentant ainsi les conflits dans la zone. Dans ce même registre figurent les conflits de limites du Parc national de Virunga opposant les agriculteurs et les chefs coutumiers à l'Institut Congolais de Conservation de la Nature (ICCN) sur les limites du parc (PNVI) et l'occupation de certaines terres à des fins agricoles. Ce conflit démontre la conflictualité inhérente dû à la dualité entre les institutions coutumières et institutions étatiques administratives, chacune de ces institutions défendant ses propres intérêts.

En plus des conflits liés au pouvoir et à la terre, qui revêtent une dimension identitaire, il sévit dans le territoire de Béni une crise intra-ethnique, entre deux clans de l'ethnie Nande : les Nandes du nord et les Nandes du sud. La différence réside dans le fait que les Nandes du Nord, (installés dans le groupement Bambuba Kisiki depuis 1920) taxent ceux du sud, « d'étrangers » car arrivés après eux. Les Nande du Sud n'ont pas de chefs terriens, mais, étant majoritaires, ils exercent une influence politique et comptent de nombreux grands commerçants, et grands exploitants fonciers. Ces inégalités économiques renforcent les discours polarisés sur les catégories 'autochtones' et 'étrangers'¹⁰ ce qui alimente les discours de haine et accentue ces clivages. Ces divergences entre les Nandes du nord et ceux du sud ont créé des conflits de pouvoir coutumier dans le groupement Bambuba Kisiki qui affectent fortement la gouvernance au niveau local illustrant ainsi le manque d'implication et la faiblesse des autorités dans la résolution de ce type de conflit¹¹.

En territoire de Lubero, ces antagonismes ayant trait à l'identité à Lubero, tournent autour de la conception que les Nandes ont d'être « autochtones », et que les autres ethnies seraient "étrangers",

⁸ Avant l'indépendance, l'Etat colonial avait confisqué une partie des terres, notamment pour y établir les quartiers européens des villes (et les centres extra-coutumiers), ainsi que des périmètres miniers, des plantations, des exploitations forestières, établissant ici un système de concession et de propriété foncière de type occidental. Sur tout le reste de l'immense Colonie était maintenu en faveur des indigènes un véritable droit d'usage, dans lequel s'inscrivaient les pratiques coutumières. Cohabitaient ainsi deux types de droit foncier, l'un moderne, et l'autre traditionnel (Bruneau J.C, 2013).

⁹ Idem p 13

¹⁰ Roger Kasereka Mwanawavene, op cité p. 106

¹¹ [Au-delà de la stabilisation : - comprendre les dynamiques de conflit dans le nord et le sud kivu en république démocratique du congo](#) Op Cit
Pg 19

Mars 2025

notamment les Hutus et les Tutsis. A ces antagonismes identitaires s'ajoutent de manière sporadique (souvent en période d'élections), des discours propagandistes des politiciens qui accentuent les clivages entre les Nandes, Hutus et Tutsis. Les Nandes radicaux, quel que soit le clan, se rallient souvent contre les Hutus et Tutsis (aussi qualifiés de Rwandophones), alors que les extrémistes hutus s'engagent dans une contre-propagande et un séparatisme contre les Tutsis.¹² Ces antagonismes entre ethnies ont conduit à la création des milices locales maï-maï pour protéger les intérêts de chaque communauté.

b. Les causes immédiates :

Les causes immédiates de tous ces conflits dans les deux territoires sont principalement :

- L'incapacité des FARDC à sécuriser la population,
- Les attaques rebelles du mouvement M23 ainsi que les incursions des troupes ougandaises.

c. Les éléments déclencheurs :

Plusieurs éléments ont souvent été concomitamment à la base du déclenchement des conflits violents en territoires de Beni et Lubero. Ce sont entre autres :

- Les affrontements entre les différents groupes armés et milices locales maï-maï qui entrent parfois en conflit avec d'autres milices, groupes armés ou avec les forces gouvernementales pour le contrôle des ressources naturelles,
- Les attaques ciblées sur les civils qui exacerbent les tensions intercommunautaires , les déguerpissements forcés,
- Les tueries, vols, et viols.

d. Les facteurs aggravants des conflits à Beni -Lubero :

Dans les deux territoires de Beni et Lubero, plusieurs facteurs rendent les conflits difficiles à résoudre, dont principalement la convoitise des minerais comme l'or, le coltan et la cassitérite et la spoliation des terres agricoles. Plusieurs autres facteurs connexes sont également à la base de la poursuite de ces conflits et contribuent à les entretenir. Ces facteurs sont :

1. A Beni, l'on observe la radicalisation islamiste des rebelles ougandais du mouvement « ADF ». Dans Beni-Lubero, les attaques des ADF contre la population civile ont créé de l'instabilité.
2. Les querelles des élites politiques dans la compétition électorale et dans le contrôle de la clientèle politique, processus dans lequel ces derniers instrumentalisent le processus électoral et font recours à des manipulations des jeunes pour disqualifier les challengers des camps adverses en les qualifiant de complices des ADF, qui massacrent la population.
3. La culture de cacao qui a émergé depuis le début des années 2010 à Beni a accentué les facteurs de conflits déjà existants (l'accès aux espaces cultivables). Les ADF et certains civils qui s'assimilent aux

¹² Roger Kasereka Mwanawavene, op.cit. p 17

ADF inquiètent les responsables des champs de cacao en les empêchant d'y accéder pour la récolte ou en tuant ceux qui résistent.

III. Les acteurs aux conflits

Trois catégories d'acteurs ont été identifiés : les acteurs politico-administratifs, les acteurs militaires et les groupes armés, ainsi que les acteurs socio-économiques.

a. Les acteurs politico-administratifs :

- 1) **Les hommes politiques** jouissant d'un leadership influent sur l'environnement politique des territoires de Beni et de Lubero, ils sont investis du pouvoir au niveau de la province et/ou au niveau national et ils manipulent ainsi la population en lui inculquant des idéologies tribalistes pour leurs intérêts économiques et leur positionnement politique. Même si très peu d'études font référence aux alliances entre les hommes politiques influents et les groupes armés locaux, certaines sources locales soutiennent que ces derniers entretiennent des liens étroits avec les milices locales maï-maï constitués des jeunes locaux qu'ils utiliseraient comme bouclier protecteur de leurs intérêts économiques en les montant contre toute autre partie, individu ou institution tentant de leur opposer un mécanisme de contrôle ou de redevabilité.
- 2) **Les entités administratives** et territoriales locales jouent un rôle important de régulateur dans la dynamique des conflits dans les territoires de Beni et de Lubero. Les maires de la ville de Beni et de Lubero ont géré plusieurs défis sécuritaires au cours des dix dernières années en s'appuyant sur les mécanismes institutionnels du conseil urbain de sécurité. Avec L'État de Siège, ces derniers ont été remplacés par les militaires dont les actions semblent ne pas être mieux coordonnées pour les intérêts des communautés. Les chefs coutumiers et administratifs des secteurs de Beni-Mbau et Ruwenzori, ainsi que ceux des chefferies de Watalinga, ne jouent qu'un rôle de second plan, car les questions en lien avec la sécurité rentrent dans les prérogatives du seul « État de Siège ».

b. Les acteurs armés : FARDC, UPDF, de la MONUSCO, des ADF, des « faux ADF », et des groupes armés maï-maï.

- 1) Les FARDC et leurs alliés de l'UPDF sont actifs dans la région de Beni-Lubero avec comme but d'éradiquer l'activisme des ADF. L'armée ougandaise quant à elle, appuie les FARDC depuis fin 2021 bien qu'elle ait souvent poursuivi les rebelles ougandais dans le massif de Ruwenzori, sans collaboration avec les FARDC. Malgré cela, une crise de confiance entre la population et les forces armées étatiques alliées aux ougandais sévit en territoire de Beni suite à des allégations qui les incriminent dans certaines attaques attribuées aux ADF, et l'intervention de la coalition FARDC-UPDF jugée inadéquate par les populations locales car n'étant pas couronnée de succès (l'activisme des ADF n'est pas endigué). En territoire de Lubero, des cas de pillages perpétrés par les forces armées lors des affrontements avec des groupes armés sont rapportés, mais la confiance entre la population et les forces loyalistes reste relativement plus élevée qu'en territoire de Beni.

- 2) Les forces de la MONUSCO : implantée dans la région de Beni -Lubero depuis 2002, ces dernières enregistrent des accrochages/offensives avec les ADF ainsi que des combats directs mais sans rassurer les populations pour leur sécurité. En dépit de la présence de toutes les forces précitées, elles ne parviennent pas à fournir la sécurité nécessaire à la population de la zone.
- 3) Les ADF : sont une coalition de groupes armés ougandais dont le plus important était composé de musulmans, opposés au régime ougandais. La convoitise des ressources naturelles dont le café, le bois, le cacao et l'or motive l'activisme de ces derniers.
- 4) Les « Faux ADF » : dits les « sangabalende » sont une bande de voleurs de produits agricoles qui dans un premier temps opéraient avec des armes à feu et blanches. Ils opéraient à Beni et à Lubero en connivence avec des militaires et tuaient avec le même mode opératoire que les ADF. Leurs victimes sont souvent les agriculteurs à qui ils ravissent les récoltes : cacao, vanille, bananes plantains, manioc. D'autres sources montrent qu'ils seraient une extension des rebelles M23.
- 5) Les groupes armés maï-maï et autres milices locales opportunistes : ces groupes armés qui se disent d'autodéfense se sont multipliés dans la région de Beni -Lubero au cours des décennies passées. Ils prétendent défendre des communautés locales mais tout en faisant des incursions dans des villages voisins pour des pillages. Ils ont plusieurs groupes dont : les maï-maï Kyandenga, les maï-maï Baraka, le mouvement UPLC, et les maï-maï Maranatha. En dépit de leurs diversités, ces groupes armés ont en commun comme motivation : le vol des biens des autres, le souci de récupérer les concessions ravies à leurs parents par les grands concessionnaires ou de se venger de la mort de leurs proches.

c. Les acteurs socio-économiques et culturels :

Ils sont constitués des confessions religieuses, de mutualités tribales et des opérateurs économiques regroupés au sein de la Fédération des Entreprises du Congo.

- **Les confessions religieuses** : trois grandes confessions dominent dans Beni-Lubero à savoir la confession catholique, la confession protestante et la communauté musulmane. Cette dernière, très indexée par les communautés de collaborer avec les ADF subit des stigmatisations et préjugés infondés et met en œuvre des initiatives de sensibilisation contre cette construction sociale largement répandue.

- **Les mutualités tribales** : les mutualités sont une force politique importante dans la région de Beni-Lubero mais seuls les Nandes disposent d'une mutualité très structurée nommé « Kyaghanda-Yira »¹³. Elle porte sa voix très loin là où il y a la diaspora Nandes. Par patriotisme et par solidarité, le Kyaghanda-Yira est un espace privilégié où s'opèrent les collectes de fonds soit pour alimenter les guerres soit pour poser des gestes de solidarité envers la communauté ;

- **Les opérateurs économiques regroupés au sein de la FEC** : La Fédération des entreprises du Congo en territoires de Beni-Lubero est une force socio-économique, elle entretiendrait des liens d'intérêts stratégiques entre certains opérateurs économiques, avec certains militaires FARDC voir avec certains groupes armés comme entre autres les ADF et certains hommes politiques de la région. Les minerais (or),

¹³ op cit p. 116

Mars 2025

le commerce de bois rouge, le commerce de cacao, l'importation de carburant sont les plus prisés pour la contrebande impliquant les groupes terroristes ADF alimentant ainsi les guerres.

d. Autres catégories :

Dans ce groupe spécifiquement on trouve :

- Les différentes ethnies membres de la communauté (ce sont les pygmées, les Nandes, les clans Bambubas, et les Mbubas). Ces ethnies sont des acteurs aux conflits ethniques qui subissent les discours sur l'autochtonie et l'allochtonie, sont souvent manipulées ou sont victimes de suspicions, de préjugés et de stéréotypes. Leurs leaders sont opposés par leurs origines et partis politiques. Ces derniers sont engagés dans la compétition électorale et dans le contrôle de la clientèle politique. Ces ethnies/clans sont en général opposés entre eux.
- Les capacités locales pour la paix identifiées par plusieurs études sont les confessions religieuses qui organisent des cultes et les organisations non gouvernementales qui organisent activités d'éducation à la paix et de cohésion sociale, le conseil urbain de jeunesse et les leaders d'opinions de Lubero qui s'activent dans la consolidation de paix à travers des activités culturelles et ludiques qui réunissent les communautés pour réfléchir sur les mécanismes de restauration de la paix et de la sécurité.
- Les détracteurs dans la zone de Beni-Lubero sont les jeunes qui se constituent en groupes armés et milices locales maï-maï pour accéder aux produits de première nécessité, les hommes d'affaires qui profitent du commerce informel des ressources naturelles, les groupes armés qui exploitent illicitement les ressources naturelles, et les politiciens qui manipulent les jeunes pour de positionnement politique au niveau provincial, ou national.

IV. Les dynamiques des conflits

La dynamique actuelle des conflits dans les territoires de Beni et Lubero, est marquée par une avancée significative des M23 qui ont bouleversé les dynamiques locales traditionnelles poussant des groupes maï-maï protagonistes à s'allier contre les M23. Il sévit également dans la zone un affairisme politico-militaire mû par l'avènement de la culture de cacao et du commerce de l'or comme un indicateur économique des conflits violents dans la région. En cette période d'état de siège, les autorités militaires collectent des taxes et des impôts au nom de l'urgence sécuritaire pour laquelle ils ont été mandatés en priorité mais les communautés déplorent le manque de résultat palpable sur le terrain. Ceci est dû à la précarité/modicité des fonds destinés au régime exceptionnel de l'état de siège ainsi que de la défaillance opérationnelle des autorités militaires de Beni-Lubero.

Depuis 2021, des opérations de traque des ADF sont en cours, impliquant les FARDC alliés aux UPDF. Ces opérations n'ont pas atteint les résultats escomptés jusqu'ici, les ADF continuant de perpétrer des exactions contre les populations civiles dans le territoire de Beni en étendant leur zone aux territoires

Mars 2025

d'Irumu et de Mambasa en Ituri. Les affrontements entre groupes armés, FARDC, et les incursions répétées des ADF, sont les raisons principales des déplacements des populations en provenance des zones périphériques très insécurisées. Ces mouvements entraînent une hausse de la pression démographique sur les zones d'accueil, mettant à mal les infrastructures qui ne sont pas en mesure de faire face à ces afflux de population massifs. Ils vivent dans des conditions difficiles avec des besoins humanitaires urgents aussi bien pour les déplacés que pour les communautés d'accueil.¹⁴ Des pillages, des enlèvements, et des incendies des maisons d'habitation et/ou de commerce sont rapportés dans la Zone.

Des initiatives du Gouvernement, appuyé par des différents partenaires notamment les organisations internationales, les agences des Nations unies, et même des gouvernements étrangers sont en cours pour tenter de résoudre ces conflits et reconstruire la paix dans les territoires de Lubero et Beni. C'est notamment le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S), une initiative du gouvernement financée par des partenaires internationaux. A Beni par exemple, en 2024, des réflexions sur les causes profondes de la persistance de l'exploitation illicite des ressources naturelles par les groupes armés¹⁵ ont été initiées pour répondre à une des recommandations du processus de Nairobi au Kenya, où certains chefs d'État ont demandé au gouvernement congolais et aux organisations de la société civile de se pencher sérieusement sur les liens existants entre l'exploitation illégale des ressources naturelles et les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo. Des campagnes de sensibilisation sur la paix et la stabilisation ont été lancées en 2024 par la MONUSCO. Plusieurs autres initiatives de paix de ce genre sont en cours, initiées par les églises, le gouvernement et les ONG internationales et nationales pour le retour à la sécurité tant espérée.

¹⁴ UN office for the coordination of humanitarian Affairs, please visit <https://w.w.w.unocha.org>

¹⁵ Beni : la MONUSCO lance une vaste campagne de sensibilisation autour de la paix et de la stabilisation

Mars 2025

Bibliographie.

a. Références

- ❖ Kasereka, Roger (2010). Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : cas des territoires de Beni-Lubero, thèse de Doctorat en sciences politiques , 2009-2010
- ❖ Bunze, Alphonse (2006) Le monopole de dédouanement des produits pétroliers en rdc « enjeux et perspectives » cas des territoires de Beni Lubero ;
- ❖ Domenico Cristofaro, Luca Jourdan, Giovanni Salvaggio et Christoph Vogel et alii, Politique violente et commerce silencieux ,Lubero,Carrefour de la contrebande, la coutume et la rébellion au Nord-Kivu,GEC-SH,2017, Série insecure Livelihoods/Avril 2022.
- ❖ UN office for the coordination of humanitarian Affairs , please visit <https://w.w.w.unocha.org>.
- ❖ Unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo-des milices-de personnes-prises-dans-une-spirale-de.
- ❖ Politico magazine/nord-Kivu,Le cacao, une autre source de tuerie des civils à Beni (Novembre 2022),
- ❖ Projet « partenariat pour le développement de l'Est du Congo » (P-DÉC), Analyse de contexte des conflits, regard synoptique sur les facteurs de conflits à Beni et Mambasa, Mars-Avril 2022/Nord-Kivu
- ❖ Pole Institute (2022) Analyse de l'économie politique des conflits à Beni et à Mambasa, rapport de recherche pour le Projet P-DÉC, Juillet 2022
- ❖ International Alert,(2015) Au-delà de la stabilisation : comprendre les dynamiques de conflits dans le nord et le Sud-Kivu en RDC, projet « Tufaidike wote », Février 2015
- ❖ mines.cd (2022), Outre les tueries à Beni et Irumu, les ADF exploitent illégalement de l'or et d'autres minerais, Décembre 2022/Beni.
- ❖ Protection analysis update (2022), Zone frontalière Nord-Kivu-Ituri, Juin 2022
- ❖ Monusco, (2023) La Monusco et la société civile renouent avec le dialogue pour lutter contre la désinformation, Juin 2023/Beni
- ❖ Reliefweb, OCHA, Situation humanitaire dans la province du Nord-Kivu,16 juin 2023/RDC

b. Ouvrages lus

- ❖ Conflit armé et massacres des populations dans la région de Beni : causes et conséquences- Georges Mulumba
- ❖ Les racines du conflit dans le Nord-Kivu : rivalités interethniques et exploitation des ressources- Justin Masirika

Mars 2025

- ❖ "Groupes armés et insécurité à Beni-Lubero : Dynamiques locales et régionales - Institut de Recherche en Droits de l'Homme (IRDH)
- ❖ La MONUSCO face aux violences à Beni : succès et limites de la stabilisation- Martin Kobler (ancien chef de la MONUSCO)
- ❖ Les ADF : Anatomie d'une rébellion ougandaise dans l'Est de la RDC"- Jason Stearns et Kristof Titeca
- ❖ Les violences sexuelles en contexte de conflit à Beni et Lubero : causes, conséquences et réponses - ONU Femmes RDC
- ❖ Ressources naturelles et conflits armés dans l'Est de la RDC : cas des territoires de Beni et Lubero- Groupe d'Étude sur le Congo (GEC)
- ❖ La crise de l'autorité étatique et les conflits armés dans l'Est de la RDC- Pierre Englebert
- ❖ Massacres à Beni : enquête sur les origines et la persistance de la violence - Kivu Security Tracker (KST)
- ❖ Rwanda, Uganda and the North Kivu Crisis: A Regional Power Struggle in the Congo" - Gérard Prunier